

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 59 (1979)
Heft: 4

Artikel: L'amélioration récente des invisibles dans la balance des paiements de la France
Autor: Lefort, Gabriel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-886780>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'amélioration récente des invisibles dans la balance des paiements de la France

L'actualité met souvent en évidence la notion de balance commerciale ; ses résultats et son évolution sont, chaque mois, largement commentés et leur interprétation influence le comportement des opérateurs sur les marchés de change. Or les importations et exportations de marchandises ne constituent qu'un aspect des flux économiques entre la France et ses partenaires commerciaux. A ces transferts de biens viennent s'ajouter des transactions immatérielles, qualifiées pour cette raison d'« invisibles », à savoir le négoce international, les services (transports, brevets, tourisme...) et les transferts unilatéraux (dons du secteur public, transferts d'économies des travailleurs immigrés...).

C'est, en définitive, la totalité de ces éléments « visibles » et « invisibles », correspondant au concept de balance courante, qui vient affecter, conjointement avec les flux de capitaux autonomes, la tenue de notre monnaie sur le marché des changes.

Dans une période où la dépendance extérieure de l'économie française en matière d'énergie et de matières premières rend de plus en plus précaire le maintien d'un équilibre de nos échanges de marchandises, il est bon de mettre l'accent sur l'évolution très favorable que connaissent nos transactions invisibles depuis l'année 1977, ainsi que l'illustre le tableau ci-après :

Les inflexions observées sur les « invisibles » à partir de 1977, et confirmées amplement en 1978 et 1979, appellent une double interrogation :

i) au plan général, s'agit-il d'un mouvement profond dont la pérennité est assurée ?

ii) est-il possible d'identifier dans les différentes rubriques des « invisibles » les facteurs responsables de cette brutale mutation ?

I. - L'EXCÉDENT DES INVISIBLES EST-IL DEVENU STRUCTUREL ?

Si l'on considère le solde des « invisibles » de la balance française antérieurement à 1977, on note qu'il est en général faiblement déficitaire, et qu'en tout état de cause, il fait preuve d'une remarquable inertie au regard des fluctuations conjoncturelles.

Il est intéressant de souligner que ce phénomène de faible sensibilité des invisibles à la conjoncture est également patent chez nombre de pays industrialisés, ainsi qu'en témoigne l'évolution des balances courantes des États-Unis, de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni (cf. tableau in fine). Celle-ci révèle, en effet sur la période 1973/1978, pour les deux premiers pays, le maintien d'une croissance annuelle assez régulière du solde excédentaire ou déficitaire des

invisibles et pour le dernier, une quasi-stagnation, alors que, dans le même temps, les transactions sur marchandises connaissent dans ces trois pays d'amples fluctuations.

Dans ces conditions, il paraît légitime de déduire que les changements observés à partir de 1977 dans les invisibles de la balance française, sont de nature plus structurelle que conjoncturelle.

Les raisons fondamentales qui expliquent ce changement structurel tiennent :

i) à la nécessité pour l'économie française d'adopter pour longtemps un rythme de développement inférieur de près de 2 points à celui du passé, par suite du ralentissement général de la croissance économique de ses principaux partenaires, et de la ponction grandissante exercée sur les revenus réels par le renchérissement de l'énergie importée.

Ce phénomène est à l'origine d'une réduction durable du rythme des dépenses d'invisibles ;

ii) au retournement des termes de l'échange en faveur des pays en voie de développement détenteurs des sources d'énergies fossiles et de matières premières. Ces nouveaux clients sont responsables à divers titres d'une progression plus soutenue de nos recettes d'invisibles ;

iii) la « tertiarisation » croissante de l'activité économique française, qui facilite le développement de notre capacité d'offre de services sur les marchés extérieurs.

Un examen plus détaillé des principales composantes des « invisibles » permet de confirmer cette analyse.

II. - PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉVOLUTION RÉCENTE DES « INVISIBLES »

Afin d'éviter une énumération fastidieuse, seules seront examinées les rubriques des « invisibles » (cf. tableau ci-dessous) qui ont connu depuis ces dernières années une évolution marquée par une amélioration continue des excédents ou une atténuation des déficits.

Évolution des « invisibles » dans la balance courante française depuis 1973
(chiffres exprimés en mds de F courants)

	Marchandises	Invisibles	Balance courante
1973	+ 1,1	- 4,2	- 3,1
1974	- 23,0	- 6,1	- 29,1
1975	+ 4,0	- 4,0	0
1976	- 22,2	- 6,2	- 28,4
1977	- 13,4	- 1,3	- 14,7
1978	+ 3,1	+ 13,8	+ 16,9
1979 (*).....	- 1,7	+ 7,5	+ 5,8

(*) 9 premiers mois (chiffres provisoires).

II.1. – Les « invisibles » en excédent croissant

La soudaine amélioration observée à partir de 1977 affecte l'ensemble des rubriques des échanges de services et singulièrement celles des « grands travaux et de la coopération technique », des « revenus du capital » et des « voyages ». Les raisons spécifiques de ces évolutions sont examinées ci-après.

Il n'est pas douteux que cette offre nouvelle a suscité dans les pays développés, et singulièrement en France, une expansion rapide des activités tertiaires orientées vers ces nouveaux marchés.

ii) Revenus du capital

L'évolution favorable que connaît cette rubrique, en dépit de l'endettement

des excédents croissants, enregistrés depuis 1973 et surtout à compter de 1977, d'autant que la France est pratiquement le seul pays développé, avec le Royaume-Uni, à présenter un résultat de ce type.

Sans trop solliciter les faits, on peut cependant avancer une double explication pour justifier cette évolution favorable :

- l'industrie touristique française a su mieux exploiter qu'auparavant les avantages procurés à notre pays par sa situation géographique (lieu de transit nécessaire pour les touristes nordiques se rendant dans le sud de l'Europe), ses conditions climatiques et son patrimoine historique.
- l'analyse du passé montre que ce poste est plus sensible aux fluctuations du revenu observées à l'étranger qu'à celles enregistrées en France. Le pouvoir d'achat de nos principaux partenaires ayant crû depuis 1973 à un rythme proche du nôtre, il en est résulté que les recettes de tourisme se sont développées en moyenne plus rapidement que les dépenses.

ÉVOLUTION DES INVISIBLES

(En milliards de francs)

I. NÉGOCE INTERNATIONAL			
	1976	1977	1978
	- 0,4	+ 1,4	+ 3,9
II. SERVICES			
1. Services liés au commerce extérieur.....	- 2,4	- 1,1	- 0,3
2. Grands travaux et coopération technique.....	+ 6,8	+ 8,6	+ 13,2
3. Intérêts, dividendes et autres revenus du capital.....	+ 1,7	+ 1,9	+ 4,6
4. Salaires et autres revenus du travail.....	- 0,4	- 0,1	- 0,7
5. Brevets et redevances.....	- 1,8	- 1,3	- 1,5
6. Voyages.....	+ 0,4	+ 2,2	+ 7,3
7. Autres services.....	+ 2,0	+ 2,2	+ 2,2
8. Opérations gouvernementales.....	- 0,4	- 1,3	- 0,1
TOTAL.....	+ 5,9	+ 11,1	+ 24,7
III. TRANSFERTS UNILATÉRAUX			
Secteur privé.....	- 6,7	- 6,9	- 8,1
– transferts d'économies des travailleurs.....	- 6,6	- 7,2	- 8,5
– autres opérations.....	- 0,1	+ 0,3	+ 0,4
Secteur public.....	- 5,0	- 6,9	- 6,7
TOTAL.....	- 11,7	- 13,8	- 14,8
TOTAL DES INVISIBLES (I + II + III).....	- 6,2	- 1,3	+ 13,8

i) Grands travaux et coopération technique

Cette ligne retrace les règlements afférents au fonctionnement des chantiers ouverts à l'étranger par les entreprises françaises résidentes et en France par les non-résidentes. Elle inclut également les dépenses et profits enregistrés par les entreprises spécialisées dans la prospection minière, la recherche pétrolière, l'assistance technique et les activités d'ingénierie.

Cette rubrique, qui a connu un gonflement considérable de ses recettes au cours des deux dernières années (cf. tableau), constitue désormais l'élément le plus excédentaire de la balance des services avec un solde qui devrait avoisiner 14 milliards de francs en 1979.

Cette évolution s'explique par le transfert de pouvoir d'achat réalisé au profit des pays en voie de développement du fait du retournement de leurs termes de l'échange (hausse du coût relatif de l'énergie et des matières premières). L'accélération de l'industrialisation de ces pays qui en est résultée, s'est traduite par un fort développement de la demande internationale de biens d'équipement entraînant un recours accru aux services d'assistance technique et d'ingénierie.

ment accumulé par les entreprises françaises depuis 1974, trouve sa source dans la forte croissance des intérêts perçus sur les crédits à moyen et long terme consentis à l'exportation, et dans celle des profits retirés par le secteur bancaire français de son activité d'intermédiation de plus en plus importante sur les euro-marchés.

Là encore, ce double phénomène peut être expliqué, du côté de la demande, par le transfert de pouvoir d'achat réalisé au profit des PVD par la hausse du coût de l'énergie et des matières premières ; celle-ci a entraîné, en effet, directement ou indirectement :

- une forte augmentation de nos ventes de biens d'équipement nécessitant un développement concomitant des crédits à moyen et long terme ;
- de délicats problèmes de financements internationaux qui ont été résolus pour l'essentiel par le truchement des euro-marchés.

iii) Voyages

Ce poste retrace non seulement les dépenses et recettes relatives au tourisme d'agrément, mais également celles afférentes aux voyages d'affaires, aux frais d'études et de séjour pour raisons de santé. Son caractère hétérogène rend délicate l'interpré-

II.2. – Les « invisibles » dont le déficit décroît ou augmente moins rapidement

Ce phénomène d'atténuation des soldes déficitaires concerne les services liés au commerce extérieur, les brevets et redevances, et les revenus du travail.

i) Services liés au commerce extérieur

Cette rubrique regroupe les règlements effectués au titre des frais accessoires sur marchandises, des transports (maritime ou autres) et des assurances. Cet ensemble de services présente un solde déficitaire qui, depuis 1973, tend à devenir stationnaire. Cette situation résulte de l'évolution divergente des composantes : le déficit des frais accessoires et l'excédent des « autres transports », dont les progressions suivent celle du volume des échanges, tendent de ce fait à se compenser, tandis que le solde négatif des transports maritimes semble se stabiliser autour de 2 milliards de francs. Cette stabilisation peut être imputée, d'une part au ralentissement de la croissance française qui réduit notre recours aux flottes étrangères, d'autre part à la faiblesse des taux de fret provoquée par l'atonie de la demande mondiale et la surcapacité de transports maritimes qui en est résultée.

La mise en œuvre dans le cadre du VII^e plan d'une politique volontariste de développement des services liés aux marchandises a également contribué à l'amélioration générale de cette rubrique.

ii) Brevets et redevances

Le déficit permanent de ce poste, qui oscille entre 1 et 2 milliards de francs, provient pour une large part de versement effectués au profit des États-Unis (brevets concernant la technologie du nucléaire et de l'informatique).

La détérioration qu'on aurait pu craindre dans ce domaine a été évitée grâce aux cessions de brevets dont le développement a été favorisé par les bonnes performances qu'ont enregistrées les entreprises françaises dans le secteur des biens d'équipement tant à l'étranger que sur le marché national (amorce d'une reconquête du marché intérieur).

iii) Revenus du travail

Pour des raisons méthodologiques anciennes, les transferts de revenus de la main-d'œuvre immigrée s'inscrivent sur deux lignes de la balance courante. La ligne « salaires et autres revenus du travail » reprend les rémunérations et avantages sociaux transférés directement à l'étranger par les employeurs et divers organismes, alors que la ligne « transferts d'économies (secteur privé) » comptabilise les envois de fonds effectués à l'initiative des salariés.

Ces deux rubriques représentent le plus fort déficit des « invisibles ». Il devrait atteindre près de 11 milliards de francs en 1979, soit un doublement par rapport à la situation qui prévalait en 1974. Il convient de noter que cette progression à un rythme annuel moyen de quelque 12 % est nettement inférieure à celle qu'on aurait pu observer si les comportements du passé s'étaient maintenus au-delà de 1973. Dans cette hypothèse, c'est un déficit de l'ordre de 17 milliards de francs qui aurait été enregistré.

Cet infléchissement de nature structurelle, noté dans l'évolution des revenus du travail, résulte pour l'essentiel :

- du ralentissement de la croissance économique française qui a conduit les pouvoirs publics à contenir l'immigration des travailleurs étrangers ;
- de l'orientation de notre industrie vers des modes de production plus capitalistiques exigeant une main-d'œuvre moins abondante mais plus qualifiée ;
- d'une meilleure formation technique et culturelle des travailleurs immigrés déjà installés en France, ce qui tend à les sédentariser avec leur famille et réduit ainsi leur besoin de transfert.

Ces observations donnent à penser que le déficit des deux rubriques

concernées ne devrait pas progresser dans l'avenir à un rythme supérieur à celui des revenus nominaux.

*
**

Au terme de cette analyse, il apparaît que l'excédent des « invisibles » constaté en 1978 revêt bien un caractère structurel, après la mutation amorcée en 1977.

Le VII^e Plan n'avait retenu qu'une amélioration de l'ordre de 3 milliards entre 1974 et 1980, alors que celle-ci atteindra vraisemblablement 20 milliards. Cette évolution vient compenser les déboires enregistrés au titre des échanges extérieurs du secteur agricole.

ÉVOLUTION COMPARÉE DU SOLDE DES PAIEMENTS COURANTS FRANCE, ÉTATS-UNIS, ALLEMAGNE, ROYAUME-UNI

Source F.M.I.

(en milliards de \$)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	Cumul 1973 à 1978
FRANCE							
Paiements courants	- 0,6	- 5,8	+ 0,1	- 5,9	- 3,2	+ 3,8	- 11,7
- Marchandises	(+ 0,6)	(- 4,3)	(+ 1,1)	(- 4,6)	(- 3,0)	(+ 0,7)	(- 9,5)
- Invisibles	(- 1,2)	(- 1,5)	(- 1,0)	(- 1,3)	(- 0,2)	(+ 3,1)	(- 2,2)
ÉTATS-UNIS							
Paiements courants	+ 6,9	+ 1,7	+ 18,5	+ 4,3	- 14,1	- 13,9	+ 3,4
- Marchandises	(+ 0,9)	(- 5,3)	(+ 9,1)	(- 9,4)	(- 30,9)	(- 34,2)	(- 69,8)
- Invisibles	(+ 6,0)	(+ 7,0)	(+ 9,4)	(+ 13,7)	(+ 16,8)	(+ 20,3)	(+ 73,2)
ALLEMAGNE							
Paiements courants	+ 4,7	+ 9,9	+ 3,6	+ 3,5	+ 4,3	+ 8,9	+ 34,9
- Marchandises	(+ 15,5)	(+ 22,2)	(+ 17,7)	(+ 16,7)	(+ 19,7)	(+ 25,2)	(+ 117,0)
- Invisibles	(- 10,8)	(- 12,3)	(- 14,1)	- 13,2)	(- 15,4)	(- 16,3)	(- 82,1)
ROYAUME-UNI							
Paiements courants	- 2,3	- 8,3	- 4,0	- 1,9	+ 0,7	+ 0,8	- 15,0
- Marchandises	(- 5,4)	(- 11,7)	(- 6,6)	(- 5,8)	(- 2,5)	(- 1,8)	(- 33,8)
- Invisibles	(+ 3,1)	(+ 3,4)	(+ 2,6)	(+ 3,9)	(+ 3,2)	(+ 2,6)	(+ 18,8)